

Tony Benn, À contre-courant

Légende: Le 18 mars 1975, le gouvernement britannique approuve, par 16 voix contre 7, le résultat de la renégociation des conditions d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE en vertu duquel le pays décide de rester membre du Marché commun. Dans ses Mémoires, Tony Benn, alors secrétaire d'État à l'Industrie, se souvient des débats au sein du gouvernement.

Source: BENN, Tony. *Against the Tide, Diaries 1973-1976*. London: Hutchinson, 1989. 754 p. ISBN 0-09-173775-3. p. 342-349.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/tony_benn_a_contre_courant-fr-d1481ab8-46ee-4c55-b124-c0996f94a6c3.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Tony Benn, *À contre-courant*

[...]

Mardi 18 mars

Journée capitale dans l'histoire de la Grande-Bretagne – journée de la décision du cabinet sur l'Europe, journée de la décision parlementaire, journée de la déclaration des ministres opposés à la décision et journée de la motion d'urgence inscrite sur le Feuilleton.

Au cabinet, nous avons devant nous les documents exposant en détails l'ensemble de la renégociation et, pour la première fois, la question de la souveraineté a été débattue comme il fallait. La question fondamentale était de savoir si la Communauté devait être une structure supranationale ou une communauté d'États indépendants.

Crosland ne s'inquiétait pas pour la souveraineté parce que, selon lui, elle a été transférée, en tout état de cause, aux travailleurs du secteur de l'énergie et aux personnels hospitaliers. Il *était* en revanche inquiet de la multitude d'harmonisations arbitraires sur lesquelles il avait dû travailler. Il a déclaré qu'il aimerait voir les ministres se saisir du problème pour essayer d'y mettre un terme.

J'ai dit: «La souveraineté, ce n'est pas la toute-puissance – personne n'est tout-puissant. Les Américains ne sont pas tout-puissants; ils ont été battus par le Vietcong, ils n'ont pas pu faire ce qu'ils voulaient. La souveraineté est synonyme de démocratie, au sens de la capacité à voter ses propres lois.»

«Nous avons trois possibilités. L'une consiste à protéger notre démocratie parlementaire, ce qui déplairait à la Communauté; la deuxième consiste à abandonner la démocratie parlementaire, et donc à renier le manifeste du parti; la troisième consiste à éluder la question.»

«Il s'agit du plus important document constitutionnel qui ait jamais été présenté à un cabinet travailliste. Toute notre histoire politique y est contenue. Il recommande d'aller à l'encontre des centaines des années d'histoire qui ont progressivement élargi le pouvoir du peuple sur ses gouvernants. Des pans importants de ce pouvoir vont être confiés à la Commission. En dehors du Kremlin, je crois qu'aucun groupe d'hommes ne dispose d'autant de pouvoir sans avoir à rendre compte de leurs actes.»

«La Communauté détruira tout ce sur quoi a été fondé le mouvement travailliste, ainsi que son engagement en faveur du changement démocratique. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons un Parti communiste de faible importance et une extrême-gauche aussi dérisoire, parce que nous sommes en mesure de dire au peuple: "Changez de députés et vous pourrez changer la loi". C'est de là que vient l'attaque contre la démocratie. En acceptant ce document, nous trahirions, au sens le plus précis du terme, toute notre histoire.»

Michael a enchaîné: «On nous demande d'accepter tout ce contre quoi nous avons lutté lorsque nous étions dans l'opposition. Prenez l'exemple des tachygraphes – nous nous y sommes opposés, mais ils nous ont été imposés. Nous nous rendons complices du démantèlement du Parlement. Nous

mettons à bas l'obligation pour les ministres de rendre des comptes au Parlement et si nous élimons un parlement européen d'ici 1978, il détruira le nôtre. Il encouragera le séparatisme des Écossais et des Gallois qui diront: "Si vous êtes capables de prendre une telle décision, pourquoi ne pas nous aider à nous gouverner nous-mêmes?". On nous jugera fous de démanteler notre Parlement au moment le plus dangereux de notre histoire.»

Jim a remarqué que ce n'était pas la première fois qu'un document de cette importance était présenté à un cabinet travailliste. Tout était exposé dans le livre blanc de 1967. La souveraineté du Parlement n'était pas en question, elle n'apparaissait même pas dans le manifeste électoral.

Michael a alors protesté, disant que ce qui était en jeu était une diminution radicale des pouvoirs du Parlement. Harold a souligné que Michael était en train de citer le manifeste de février. Et Michael a répondu que le manifeste de février utilisait l'expression «autorité du Parlement». «Eh bien, c'est la différence entre l'ancien et le nouveau testament» a rétorqué Wilson.

Jim a manifesté un vif désaccord lorsque j'ai dit que la Commission représentait un plus grand danger que Mick McGahey ou même les socialistes internationaux. Pour lui: «D'accord, le Parti communiste a peut-être exagéré, mais les socialistes internationaux pénètrent l'autorité du Parlement».

Lui aussi s'inquiétait de choses comme la normalisation des rétroviseurs, qu'il considère choquante; les commissaires sont sans doute trop nombreux, mais c'est après le référendum qu'il faudra se pencher sur la Commission. «Nous ne voulons pas donner au Parlement le pouvoir de retarder les choses. La souveraineté a été détruite de toutes manières par l'interdépendance», a-t-il dit, et il se range à l'opinion d'Elwyn Jones pour qui le pouvoir se trouve là si le peuple le veut vraiment.

Harold Lever a remarqué que Tony Benn donnait dans le pédantisme juridique et que les débats sur le caractère irrévocable de la décision étaient ridicules. Le retrait serait un désastre.

Harold Wilson a déclaré: «Le Parlement britannique peut décider la sortie à tout moment».

J'ai demandé s'il était disposé à dire cela publiquement.

«Nous pourrions en discuter plus tard, a-t-il répondu, lorsque nous aborderons la manière de présenter la déclaration».

Pour Elwyn Jones, la souveraineté politique, c'est le pouvoir de légiférer et le Parlement est habilité à dénoncer le traité à tout moment. «Le Parlement a déjà délégué une partie de son pouvoir législatif. Lorsque nous étions dans l'opposition, c'est l'exercice des pouvoirs que nous avons cédé que nous critiquions. Dans l'avenir, l'influence britannique pourra s'exercer par le truchement du ministère des Affaires étrangères. Le gouvernement peut encore déclarer la guerre, le Parlement conserve le pouvoir de démettre les gouvernements qui échouent dans leur mission. Nous avons confié à la Commission des pouvoirs limités et le Parlement peut les lui reprendre. Les cadres juridiques sont difficiles et troublants. La pratique est plus importante que l'outil juridique.» Et ces remarques ont été prononcées par le ministre de la Justice!

Reg Prentice a dit accepter le paragraphe 2b – l’abandon de la souveraineté et une meilleure surveillance. «Il nous faut renforcer le pouvoir du Parlement sur les groupes de pression dans notre pays et nous devons institutionnaliser notre interdépendance extérieure, mais il est bien sûr nécessaire et possible d’empêcher l’arrivée des gros poids lourds. Nous ne devons pas nous montrer obsédés par la diminution des pouvoirs du Parlement.»

Pour Barbara Castle, la philosophie et la religion du Marché commun consistaient à supprimer les éléments susceptibles de fausser la concurrence – la liberté de circulation des capitaux et de la main d’œuvre se ramenait à cela.

Peter a reconnu qu’il y avait des inquiétudes et a regretté qu’il n’y ait pas eu de débats plus tôt. «La souveraineté, c’est le droit de légiférer, et les petits détails ne forment pas la question principale. La liberté de circulation de la main d’œuvre est capitale et nos tribunaux peuvent appliquer nos lois pour le moment, mais ne le feront plus ensuite.»

Pour Harold, «la libre circulation de la main-d’œuvre n’a jamais été un problème».

Ted Short nous a dit que l’un des nouveaux commissaires avait réduit les tentatives d’harmonisation. Le Parlement ne pouvait, légalement, se dépouiller de sa propre souveraineté. Nous ne pouvions que renforcer nos procédures parlementaires et il était donc, quant à lui, favorable à des propositions radicales en ce sens.

La discussion sur la souveraineté s’est achevée là. Mais il est déjà évident que le référendum suscitera une réflexion approfondie sur la nature de notre gouvernement. J’ai passé tant de temps à y réfléchir, dans le cadre de l’expérience de la bataille de la pairie etc., que j’ai le sentiment d’avoir une longueur d’avance sur mes collègues.

Harold nous a alors fait passer à la question principale. Devons-nous accepter ces conditions, ou non? Je recommande le maintien, a-t-il dit, et c’est aussi ce que pense le ministre des Affaires étrangères, mais il parlera en son nom propre. Nous avons atteint en gros tous nos objectifs, la Communauté a changé *de facto* et *de jure*. L’attitude du Commonwealth a évolué elle aussi. Le Commonwealth veut que nous restions membres, et malheureusement, ses pratiques commerciales ont évolué elles aussi. Si le Royaume-Uni était dans une zone de libre-échange, les conditions qui nous seraient imposées seraient difficiles, ou plus difficiles. Je ne suis convaincu qu’à 51 contre 49 pour cent, en fait je me suis inquiété jusqu’à ces derniers jours, mais je recommande maintenant le maintien.

Jim Callaghan a pris la suite: «En vous soutenant, Harold, je voudrais dire quelque chose au sujet de l’évolution de l’Europe. Je suis ouvertement atlantiste, mais nous vivons dans un monde de régions et nous devons utiliser les organisations régionales. L’Union soviétique ne considère pas notre adhésion à la CEE comme un obstacle à la détente. En fait, je crois que secrètement, ils préféreraient que nous restions, pour contrôler les Allemands. Les 77 pays non alignés maintenant regroupés au sein des Nations unies pourraient, s’ils le voulaient, détruire cette organisation, et nous serons mieux à même de leur résister au sein d’un groupe régional. S’agissant des perspectives du socialisme démocratique dans la Communauté, quatre pays ont des gouvernements de type travailliste, ou des représentants travaillistes au sein du gouvernement: la Hollande, le Danemark, l’Allemagne et la République d’Irlande et, enfin, maintenant, la Grande-Bretagne. En

tant qu'idée, l'économie de marché est passablement défraîchie et le retrait de la Grande-Bretagne compromettrait nos relations avec l'Irlande.

Et il a cité Benjamin Franklin: «La première fois que j'ai lu cette Constitution, je n'ai pas été convaincu. La sagesse venant, j'ai compris que j'avais eu tort.»

Pour Willie Ross: «Nous devons respecter le manifeste. Le Parlement a perdu son pouvoir et le seul pouvoir restant serait celui de partir. Pour toute autre chose d'une importance inférieure, ce serait aux tribunaux de trancher. Nous n'avons pas changé la PAC. En matière de pêche, l'Écosse s'inquiète fortement de ce qu'en vertu des règles du Marché commun les pêcheurs puissent pêcher sur les côtes mêmes. De fait, le Parti national écossais a remporté des circonscriptions littorales pour ces raisons.

«Mais ce point n'a jamais été soulevé ces douze derniers mois», a remarqué Harold Wilson.

Concernant les conditions, Willie a cité le document du ministère des Affaires étrangères. «La politique régionale est un autre problème. Lorsque nous serons à l'intérieur, il grandira. Une plus grande surveillance est conseillée de la part de Bruxelles.»

Ted Short était partisan du maintien. Il a dit que Jim Callaghan méritait un doctorat ès-renégociations. Il se prévaudrait de la possibilité d'émettre un avis divergent si le cabinet décidait de *partir*.

«Vous savez, l'écart n'est pas si grand entre nous, a dit Harold Lever. C'est le début d'une nouvelle relation avec l'Europe.» Il s'est dit favorable au maintien à l'intérieur.

Shirley Williams a manifesté son accord. «Nous pourrions faire obstacle à la Commission et c'est bien ce que nous avons fait lorsqu'elle a essayé d'harmoniser nos mesures de lait et de bière. Les choses sont allées beaucoup plus loin sur le Continent que chez nous en matière d'économie de marché et, en Allemagne, la démocratie industrielle est très en avance sur nous. L'Europe dépense plus en services publics que nous ne le faisons. La France et l'Italie ont un secteur public plus important que le nôtre et ces pays n'en font pas une affaire d'idéologie mais y voient un avantage pratique pour eux. Et ils s'en sortent bien aussi sur le plan de la démocratie.»

Pour Bob Mellish, le Marché commun est là pour toujours et nous devons y rester.

J'ai déclaré pour finir: «Monsieur le Premier ministre, je crains que le cabinet ne soit sur le point de commettre une erreur tragique en recommandant que la Grande-Bretagne reste dans le Marché commun. Je reconnais que Jim a fait de son mieux et a probablement obtenu les meilleures conditions compatibles avec le maintien de notre adhésion. Mais nous n'avons pas réalisé les objectifs de notre Manifeste et, en fait, nous n'avons même pas essayé.»

«Nous avons remis à plus tard les vraies questions, comme l'autorité du Parlement et la politique régionale et industrielle, jusqu'après la renégociation. Nous avons compliqué la véritable question de la démocratie parlementaire, car un changement fondamental s'est déjà produit. Le pouvoir des électeurs sur le législateur n'est plus, celui des députés sur les ministres n'est plus, le rôle des ministres a changé.»

«Les vrais arguments en faveur de l'entrée n'ont jamais été énoncés explicitement, à savoir qu'il faut une Europe pleinement fédérale dont nous deviendrions une province. Ils ne l'ont pas été parce que la population ne l'accepterait jamais. Nous sommes actuellement sur un escalier mécanique fédéral, qui monte pendant que nous parlons en direction d'un objectif fédéral que nous ne souhaitons pas atteindre.»

«Concrètement, la Grande-Bretagne sera gouvernée par une coalition européenne de gouvernements que nous ne pourrions pas changer, fidèles à une théologie capitaliste de l'économie de marché. On nous persuadera d'adopter cette politique en projetant un optimisme injustifié à propos de la Communauté, et un pessimisme injustifié à propos du Royaume-Uni, conçus pour nous effrayer. Jim a cité Benjamin Franklin, alors permettez-moi d'en faire autant: "Celui qui renonce à une liberté essentielle pour un peu de sécurité provisoire ne mérite ni sécurité, ni liberté". Le Marché commun brisera le Royaume-Uni parce qu'il n'y aura pas d'argument viable contre l'indépendance de l'Écosse qui jouira, avec ses ministres et son commissaire, de l'adhésion au Marché commun. Nous allons choisir entre l'unité du Royaume-Uni et celle de la CEE.»

«Cela suscitera des tensions épouvantables au sein du mouvement travailliste. Personne, au cours de cette discussion, n'a fait allusion au TUC (confédération des syndicats britanniques) avec lequel nous avons signé le contrat social, ni au comité exécutif national, pas plus qu'à la conférence du parti, qui sont partenaires du manifeste et auxquels nous sommes censés rendre compte. Je suis convaincu que nous voulons l'indépendance et l'autonomie démocratique, et j'espère qu'en temps voulu le cabinet reviendra sur sa décision.»

Michael a pris la parole: «Nous renonçons à tellement de choses. Nous ne partageons pas la façon de voir du Commonwealth. Nous allons démanteler le Parlement et le Royaume-Uni. L'Europe occidentale est un système de coalition et les Britanniques ne veulent pas de coalitions. Nous devons accorder une place fondamentale à cet argument. On invoque le coût du retrait. Mais c'est un argument défaitiste. Gaitskell a dit que nous devons souligner clairement ce point nettement».

Selon Denis Healey, présenter la question comme Michael Foot et Tony Benn l'avaient suggéré serait une erreur. Les conséquences d'un retrait seraient graves et les problèmes économiques étaient plus importants. Pour lui, c'était affaire de jugement et de choix entre plusieurs maux. La Commission avait été créée par le traité de Rome et il aurait mieux valu que nous soyons présents dès le départ. Nous en aller maintenant ne réglerait pas la question et des pressions s'exerceraient par la suite pour inverser la décision et rétablir notre adhésion. C'est pour cela qu'il a approuvé la candidature. La décision de nous retirer maintenant serait plus dommageable que ne l'aurait été celle de ne pas adhérer. Si nous partions, le «Commonwealth blanc» ne montrerait aucune compréhension, les États-Unis, qui se replient sur eux-mêmes, non plus, et l'idée d'une zone de libre échange de l'Atlantique Nord est hors de question. L'Europe est devenue un comptoir de négociation avec les États-Unis, et une longue période d'incertitude suivrait notre éventuelle décision de quitter le Marché commun, alors que l'industrie a besoin de certitudes. Notre départ ne serait pas un désastre, mais il présenterait un risque, et il espérait que nous n'exagérions pas le côté désastre sous peine de perdre toute crédibilité auprès du peuple britannique s'il arrivait qu'il vote en faveur du retrait. Il a espéré que les électeurs voteraient en faveur du maintien, et pour améliorer le Marché commun de l'intérieur.

Tony Crosland a marqué son accord avec Denis. Il se considérait comme un agnostique, un sceptique en matière de grands marchés, mais il jugeait que les arguments en faveur du maintien étaient forts. En nous retirant, nous reviendrions à une sorte de mythe churchillien qui ferait de nous le plus grand et le plus important pays du monde.

Reg Prentice a déclaré: «Je suis internationaliste, et les regroupements régionaux aident le Tiers monde. La CEE existe et nous en faisons partie. Nous mettrions la détente en péril en partant. La crise alimentaire du Tiers monde est notre grand problème et nous serons mieux placés pour le résoudre au sein du Marché commun».

Pour Eric Varley: «On nous demande de trop croire sur parole. Il n'y a eu aucun changement fondamental, ni dans la Politique agricole commune, ni dans l'Union économique et monétaire. Je m'inquiète pour le Parlement, mais mes préoccupations principales concernent l'énergie et le pétrole, parce que si le traité de Rome est appliqué au plateau continental – et la Communauté étudie cette hypothèse –, alors nous aurons des problèmes. Nous sommes réellement capables de survivre à l'extérieur du Marché commun. Je regrette la longue campagne qui va mettre le parti à l'épreuve, mais je suis opposé au maintien à l'intérieur.»

Le sentiment de Peter Shore était que la balance des avantages penchait vers le négatif. «Les relations de la Grande-Bretagne avec le Commonwealth anglophone étaient plus étroites que celles avec le Continent. C'est ce que pense le peuple britannique.» S'agissant des arguments régionaux et nationaux, Peter a déclaré: «La CEE se désintègre lorsque des questions réelles comme l'énergie sont soulevées. L'Europe occidentale est trop faible, trop petite, trop vieille pour constituer notre base. Dans certains cas pratiques, elle aggrave les problèmes. La France n'est pas un pays ami. Je ne crois pas que l'on puisse établir un tel degré d'intimité sans une véritable communauté. Nous sommes les amis et les alliés de la plupart de nos voisins du Continent mais nous n'avons pas ce degré d'intimité avec eux. Nous pouvons survivre sans eux, tout en prospérant et en apportant davantage.»

Malcolm Shepherd, Lord Privy Seal (garde des Sceaux), a déclaré: «Je me considère privilégié d'avoir pu assister à ce débat; j'espère que le même esprit illuminera le référendum: le gouvernement et le parti en sortiront renforcés.»

Bien entendu, les positions de Fred Peart ont été teintées par les questions agricoles. Pour lui, nous devons rester au sein du Marché commun.

Aux yeux de John Silkin, la décision était irrévocable et laisser entendre que nous pourrions revenir dessus revenait à faire croire que nous pouvions abroger le traité de Paris de 1789 et refaire des États-Unis une colonie, sous la férule britannique. C'était la dernière chance. Une Europe fédérée nécessiterait un changement fondamental du Marché commun et il voterait donc contre le maintien.

Merlyn Rees a expliqué que sans être fédéraliste, il avait observé que les Français et les Allemands collaborent et que la jeunesse européenne d'aujourd'hui ne voyait pas les choses en termes de nations. La Commission l'inquiète quelque peu, et le parti et sa conférence, ainsi que les syndicats, peuvent voir les choses différemment, mais il avait lu tous les journaux qu'il avait pu trouver et avait conclu que nous devons rester.

Pour Roy Mason, nous avons réussi à obtenir des modifications très importantes et ces réussites étaient notoires. Laisser l'Europe se désagréger, en commençant par le Danemark, serait terrible; pour le Royaume-Uni, cela reviendrait à se flétrir sur pied. Notre balance des paiements serait durement touchée. Cela serait traumatisant pour Grande-Bretagne et gênant pour la City. Il était pour le maintien.

Barbara a exprimé le sentiment qu'il n'était pas bon de demander aux citoyens de rester dans une organisation dont nous ne partageons pas les principes. Nous avons accepté notre incapacité à remettre en cause le cœur des principes centraux et nous n'avions donc pas fait tout notre possible sur le contrôle parlementaire, ni sur l'acier, ni sur la PAC. Le recours au veto pour sauvegarder les intérêts nationaux semblait séduisant, mais les choses n'étaient pas aussi simples. La CEE fonctionnait par le compromis. Tout était négociation, et il s'agissait ici d'une charte de coalition qui détruirait le Parti travailliste. La CEE était une constitution institutionnalisée.

Roy Jenkins a dit avoir eu tort de sous-estimer le champ des possibilités d'amélioration des conditions. Lui aussi était atlantiste, il se sentait davantage chez lui en Amérique que sur le Continent. Mais l'Europe était un pilier de la coopération atlantique.

Willie Ross croyait que le Royaume-Uni avait besoin de sa force maximum pour s'opposer à sa division.

Et John Morris, qui trouvait le Marché commun effrayant dans ses formes et ses principes, le jugeait plus acceptable en pratique.

Donc, pour finir, les pour ont été au nombre de seize, les contre, de sept. Harold a dit alors: «J'espère que personne ne pensera que le résultat est lié à la façon dont j'ai choisi le cabinet, parce que lorsque je l'ai constitué, il y a un an, huit étaient pour l'Europe, dix étaient contre et cinq vacillaient. Maintenant, parmi ceux qui ont exprimé leur opinion, qui souhaite se prévaloir de la possibilité d'exprimer une opinion divergente?»

Six d'entre nous ont répondu par l'affirmative – moi-même, Barbara, Michael, Willie, Peter et Eric.

C'est ainsi que le cabinet s'est mis d'accord pour rester dans le Marché commun.

Les directives relatives à l'accord concernant la possibilité d'une opinion divergente ont circulé; elles visaient fortement à empêcher les débats entre les ministres travaillistes, ou les membres du gouvernement, dont les opinions divergeaient sans permission préalable, ou leur participation à des réunions publiques avec les membres d'autres partis.

Shirley a demandé: «Et si j'apparaissais aux côtés de Geoffrey Howe, avec les conservateurs?»

Harold a répondu qu'il ne voulait pas en discuter avant jeudi.

Nous avons terminé et, à 13h30, je repartais à pied par Downing Street jusqu'à mon bureau. Après une séance pareille, j'avais besoin, par-dessus tout, de me détendre.

[...]